

Entretien avec Léla Bencharif

*Vice-présidente de la Région Rhône-Alpes
Déléguee à la démocratie participative,
à la vie associative et à l'éducation populaire*

E. I. : Vous avez été élue aux dernières élections régionales comme tête de liste d'Europe Ecologie et vous êtes actuellement vice-présidente à la Région Rhône-Alpes. Auparavant, vous étiez chercheur géographe et militante associative dans le champ de l'immigration entre autres, vous avez écrit sur ces questions et vous avez dirigé notamment avec N. Bancel et P. Blanchard le livre sur l'histoire des immigrations du sud dans la région. C'est donc une question que vous connaissez bien. Aujourd'hui que vous êtes élue, quelle lecture faites-vous de la question de la représentation issue de la diversité comme on dit dans un langage politiquement correct ?

Léla Bencharif : D'abord, je voudrais dire que je suis contente de savoir que vous ne recueillez pas uniquement la parole des femmes élues et issues de l'immigration mais aussi celle des

hommes. Si je fais cette remarque, c'est parce que j'avoue que le jour où je suis rentrée pour la première fois dans l'assemblée plénière et où on a présenté l'ensemble des élus, nous sommes 157, j'ai compté le nombre d'élus portant un nom à consonance maghrébine ou turque. Je me suis alors fait la remarque qu'il y avait plus de femmes que d'hommes et donc que la parité hommes-femmes ne fonctionnait peut-être pas dans le monde de la diversité politique. C'est vrai qu'il y a eu toute une génération d'hommes élus, mais j'ai l'impression qu'aujourd'hui, ce n'est qu'une hypothèse bien sûr et il faudra la vérifier, mais je crois qu'on a une représentativité de la diversité qui est plutôt féminine. Il faut vérifier et j'espère que je me trompe, mais si c'est le cas, je pense que ce serait relativement grave que la parité ne fonctionne pas dans le monde politique de la diversité. Parce qu'alors la représentation serait

complètement tronquée dans l'espace politique dès lors qu'il s'agit d'élus dits issus de la diversité. Si cette hypothèse est vérifiée, cela voudrait-il dire que dans le monde de la diversité, l'image de la femme serait plus rassurante ? Et cela me renvoie, moi qui a travaillé sur les systèmes de représentations dans l'histoire de l'immigration maghrébine à cette représentation classique, à savoir que la figure de la femme dans cette immigration serait plus « docile » et moins « subversive », face à une figure masculine qui serait plus difficilement « contrôlable ». Comme si, dans le monde de la diversité, on tendrait à reproduire ces représentations classiques des rapports homme/femme. Et, dans le même temps et toujours à condition que cette hypothèse soit vérifiée, ce serait grave parce que cela voudrait dire aussi que certaines femmes ont contribué elle-

mêmes à façonner cette représentation négative. Je pense notamment à certaines associations de femmes issues de l'immigration qui ont contribué à diffuser dans leurs discours des images caricaturales de l'homme maghrébin, réduit à la figure de barbu, délinquant ou de casseur, etc. Au-delà de cette analyse, je sais aussi combien la réalité des processus de concentration des familles les plus pauvres, des familles immigrées notamment, dans les quartiers d'habitat social qui cumulent toutes les difficultés d'accès à l'emploi, à la culture et autres, contribuent à renforcer des représentations négatives qui sont véhiculées jusque dans la sphère politique.

E. I. : C'est très intéressant finalement que vous rentriez par cette question parce que Azouz Begag se la pose également (NDLR : cf. entretien avec A. Begag dans ce numéro), même s'il n'en fait pas la même lecture. Il la pose explicitement comme une sorte de manipulation politique, comme si il y avait une volonté politique qui dirait « on intégrera ces hommes incontrôlables par le biais de leurs femmes ».

L. B. : Ce qui serait plus grave encore, parce que cela nous renverrait à une sorte de mécanique coloniale en

quelque sorte. Dans le cadre de mes recherches, j'ai dû étudier, pour ne donner que cet exemple, la position du patronat, « défenseur » de l'immigration familiale, arguant du fait que la présence des femmes allait stabiliser les hommes. Et derrière cette idée de stabilisation il y avait surtout celle de la « pacification » du monde de l'immigration, autrement dit, celui du prolétariat urbain. Ceci dit, je voudrais revenir sur cette idée de la diversité. Dans le mouvement auquel j'appartiens, nous savons dire que ce terme n'est pas très heureux, parce qu'il est galvaudé et douteux. Peut-être est-ce une spécificité française de ne pas être à l'aise avec ce terme. Dès que je dis diversité, j'ouvre les guillemets et je me dis qu'il va falloir que je m'en explique ou que je me justifie : jusqu'où je suis une figure de la diversité, jusqu'où je la représente, etc. De toute façon, c'est un terme qui crée un malaise, parce qu'il interroge les fondements mêmes de la République. J'ai rejoints le mouvement Europe Ecologie et Verts, avec la conviction qu'avec le faciès et le nom que j'ai, je n'allais pas être assignée à une représentation symbolique de ma supposée communauté d'appartenance. Je sais qu'il

je suis et d'où je viens, et je suis à l'aise avec cela. Je sais aussi dénoncer les systèmes de discrimination, d'exclusion qui gangrènent notre société, jusque dans l'espace politique. Aujourd'hui, je ne me sens pas prisonnière de ce vers quoi de nombreux politiques voudraient me faire tendre, parce qu'en France nous avons un sérieux problème avec la représentation, la reconnaissance et la légitimité de l'autre pas tout à fait français, comme nous avons un problème avec la représentativité de la diversité dans le monde politique. Malheureusement et dans de nombreux partis, cette question se réduit bien souvent à des logiques de quota et de construction de figures de la diversité qu'on vendrait exhiber jusque dans les rangs du FN. Aujourd'hui, élue en charge d'une très belle délégation : la démocratie participative, la vie associative et l'éducation populaire, et en tant que femme issue de l'immigration, je me pose souvent la question de savoir qu'est-ce que je représente dans cette nébuleuse qu'on appelle diversité ? J'ai beaucoup de mal à me représenter et à me présenter comme ça : en fait je ne me présente jamais comme une élue issue de la diversité. Je suis entrée réellement dans

un mouvement politique à 43 ans, en sachant que j'ai une histoire qui a fait que je suis un acteur engagé, une militante associative. Pour moi, il n'y a aucune ambiguïté ou confusion des rôles et des genres quand je dis que je suis à la fois une militante associative et une élue, parce que c'est la militance associative qui a fabriqué mon engagement et qui, à un moment donné s'est traduite en acte politique, en acceptant de diriger la liste d'Europe Ecologie et Verts dans le département de la Loire aux élections régionales de 2010. Ce n'est pas hasardeux, cela s'inscrit logiquement dans mon parcours et dans mon histoire politique qui explique, dans le présent cette mandature. Très souvent, j'ai eu à dire que je n'étais pas là par hasard. Comme s'il fallait, pour des élus comme moi, une sorte de justification, alors qu'aucun élu n'est jamais là par hasard. Enfin, c'est ma conception des choses ! C'est toujours le fruit d'un engagement politique. Mon premier engagement politique fort remonte aux municipales de 1989, à Saint Etienne, je dirigeais alors la liste « Pour la citoyenneté active ». Acte politique symbolique dans une année symbolique (le bicentenaire de la révolution française),

dans une ville où le le maire François Dubranchet avait démarré sa campagne sur le thème de « la délinquance bronzée » ! Nous avions monté notre liste avec des gens de tout horizon et de tout âge. Nous étions aussi déjà acquis à la cause de la parité femme/homme, et avec comme affiche électorale, la déclaration des droits de l'homme. Cette liste avait en fait inquiété tout les partis. A gauche, on l'interprétait comme une concurrence déloyale ! Puis, en 1992, avec Sakina Bakha, on était embarquées dans les régionales et les cantonales avec les Verts, car j'ai toujours eu une proximité avec ce mouvement sur les questions sociales qui nous intéressent. Entre temps, et jusque-là, je peux dire que j'ai toujours été sollicitée à la moindre élection. Je peux dire qu'en 20 ans, il n'y a que le FN qui ne m'ait pas sollicité ! Et bien souvent, le fait que je sois femme entrain en ligne de compte. Et avec mes compères de l'association Le Grain, on s'est posés souvent cette question : quelles est la place des hommes dans tout ça ? Tout cela n'a pas été facile. J'ai même vécu certaines sollicitations, des partis de la droite, comme humiliantes : parce qu'ils m'accordaient en quelque sorte le droit de tourner ma veste, de renier

mes convictions alors qu'ils savaient pertinemment que je militais plutôt à gauche. Comme si, pour quelqu'un comme moi, ce n'était pas la conscience et l'éthique politique qui devaient compter ! Juste un marchandage : une place contre des voix de la diversité et des banlieues. Or, depuis 1989, nous savions, nous, que c'était un calcul erroné, car les meilleurs scores que nous avons faits, c'était dans le centre ville et les quartiers bobos ! Et pourtant, cette représentation a la vie dure : un élu qui s'appelle Bencharif est supposé appartenir à une communauté. Je suis supposée représenter symboliquement ma supposée appartenance communautaire. Je suis assignée à une représentation de l'autre qui n'a rien à voir avec la richesse de ce qui fait la diversité de notre société et avec cette capacité à ouvrir l'espace politique à ceux et celles qui tout simplement qui ne sont pas issus du sérail. On est assignés à une représentation symbolique d'une communauté que nous sommes censés ne jamais pouvoir quitter. Et, c'est moi qui me retrouve à expliquer en disant : attendez ! Je sais d'où je viens et qui je suis. Je n'ai pas de problème avec ça. Je sais aussi déconstruire les logiques des discriminations qui malmènent la société

aujourd'hui, y compris dans le monde politique. Mais je ne peux dire en aucun cas que je représente les générations issues de l'immigration ceci ou cela.

E. I. : D'accord. Vous venez de démontrer les logiques de l'assignation. Ceci dit, jusqu'à quel point vous échappez véritablement vous-même à ce lien. De par votre délégation même d'une part, en tant que chargée de la vie associative et la participation citoyenne, je suppose que vous devez faire face à une très grande attente, sans doute légitime dans le jeu politique, de la part des associations issues de l'immigration dans un certain nombre de quartiers dans la région. D'autre part, Vous avez été également une militante de la question de la mémoire et de l'histoire de l'immigration et vous aviez beaucoup défendu l'idée d'une politique de la juste mémoire qui, d'une manière ou d'une autre pose bien la question de la présence de cette mémoire, de sa visibilité y compris politique et de la défense de ses intérêts. Comment vous vous retrouvez dans cet écheveau d'être et de ne pas être en même temps ?

L. B. : C'est une bonne question parce que je vous mentirai si je disais que je

suis complètement affranchie de ces représentations-là. Elles me pèsent souvent. Les associations qui me sollicitent m'y renvoient bien sûr et cherchent à mettre en avant une sorte de connivence à laquelle je suis censée être sensible. Je ne m'en affranchirai jamais et, à la limite, cela fait partie de la règle du jeu, comme lorsque les associations stéphanoises me sollicitent parce que je suis stéphanoise. Voilà mon argument pour me sentir à l'aise avec ce qui peut paraître comme une contradiction : beaucoup d'associations de là où je suis élue viennent me solliciter, que ce soit sur des questions écologiques, citoyennes ou autres. C'est la règle du jeu. Je peux donc faire des grandes formules sur la question de l'appartenance mais je n'en serai pas totalement affranchie. Donc je suis à la fois une élue du Conseil Régional et j'ai fondamentalement le souci d'accompagner toutes les associations qui portent des projets d'utilité sociale, au service de l'intérêt général et cela quels que soient les champs d'actions dans lesquels elles interviennent. Je sais aussi que j'ai en tête la question de la reconnaissance et de la juste politique de la mémoire et que cette question percute mes actions au quotidien. Cela fait

partie pour moi de la lutte contre les discriminations, de la promotion du vivre-ensemble articulé à un projet de société plus juste, plus solidaire. Je suis persuadée que tout élu est intéressé par tel sujet plus que par tel autre et qu'il colore ainsi son approche de l'action politique d'une manière ou d'une autre par cet intérêt. Nous savons tous combien la question de la reconnaissance des mémoires de l'immigration et notamment coloniale, reste problématique en France. Certains ont tenté de l'étouffer au moment où elles émergeaient dans l'espace public, parce que considérées comme des mémoires concurrentielles. Ce sont des questions qui continuent à m'intéresser en me disant que là, il y a à la fois un intérêt intellectuel et la conviction que c'est une question politique que les élus doivent aussi se coltiner. Mais pour ma part, je refuse de l'enfermer uniquement dans une dimension technique de la lutte contre les discriminations. C'est bien l'affaire de tout le monde. Je milite pour qu'un certain nombre de questions comme celles-là soient transversales, y compris la démocratie participative qui relève de ma délégation. Il y a là un objet idéal (la démocratie participative est

un idéal vers lequel nous devons tendre), même si il n'y a pas d'outil qui soit idéal pour y arriver. Je ne me sens ni menacée ni encombrante en tant qu'élue issue de l'immigration algérienne dans cette délégation. Parce que fondamentalement la question de la démocratie c'est d'abord la question de la reconnaissance de la légitimité de tout un chacun là où il est et tel qu'il est, à contribuer au dialogue citoyen. Ma délégation est actuellement en train d'élaborer un droit d'initiatives citoyennes, permettant à 40 000 rhônealpins, français ou étrangers de pétitionner, et de porter à l'Assemblée Régionale une question relevant d'une compétence du Conseil régional. Cela a été une satisfaction pour moi de voir que pour les partis de gauche, ce droit allait être ouvert aux étrangers rhônealpins.

E. I. : Est-ce que cela veut dire que, avec le regard que vous portez maintenant de l'intérieur, vous êtes plus confiante sur ces questions ? Que les choses vous semblent s'ouvrir et avancer malgré tout ?

L. B. : Avec cet exemple là, oui, même si la France reste à la traîne sur la question du vote des étrangers

non communautaires par exemple. Cela dit, je reste convaincue que nous avons un sérieux problème en France avec la question de la légitimité et de la reconnaissance de l'autre, pas seulement l'étranger mais l'autre français issu de l'immigration et notamment post-coloniale, et avec la question de la représentativité de la diversité dans l'espace politique. Il y a encore beaucoup de représentations erronées qui bloquent la société à ce niveau et il faut continuer à les travailler, à débattre pour sortir du malentendu, voire d'une sorte d'imposture qui maintient des inégalités inacceptables et des logiques d'instrumentalisation. Pour ce qui concerne l'espace politique, on s'en sortira mieux quand on sollicitera des candidats en nombre, issus de milieux populaires, qu'ils soient héritiers de l'immigration ou pas. Il y a donc fondamentalement une question sociale à aborder et ce n'est pas une manière de noyer le poisson que d'affirmer cela parce que je sais que pour beaucoup je suis l'arabe qui est entrée au Conseil régional ! Mais cela ne m'empêche pas de dormir. Ce qui m'inquiète par contre, c'est d'observer, lorsque je reçois dans le cadre de ma fonction des responsables, des directeurs

ou présidents d'associations, de fédérations, d'unions régionales, etc. la faible représentation de la dite diversité dans les instances dirigeantes de ces structures d'éducation populaire. Cela m'interroge quand nous savons tous l'importance du nombre d'animateurs issus de l'immigration dans les quartiers populaires, dans les territoires de la géographie prioritaire avec une forte proportion d'enfants et de jeunes issus de x générations de l'immigration maghrébine notamment.

E. I. : Vous signifiez que la classe politique est à l'image de la société et des représentations sociales. Mais il faut bien reconnaître que la place de l' élu issu de l'immigration est difficile à tenir dans ce contexte. S'il veut avoir un minimum de positionnement honnête et ne verser ni dans les justifications ni dans la paranoïa, il ne doit pas verser non plus dans un discours totalement abstrait. On a vu concrètement les limites de ceux qui sont allés sur ce terrain-là, certains ont fait parfois des virements à 180 degrés. Républicains quand ils sont en fonction, victimes de la discrimination quand ils ne le sont plus. Est-ce que le problème n'est pas plutôt celui de la construction d'une vraie représentativité,

moins symbolique, sur des questions autres que ceux en lien avec les particularités de la personne, plus compétente et avec les moyens adéquats pour cette compétence ? C'est plus du ressort de l'intelligence politique que du calcul. Quand on compare ce terrain à celui de la parité homme-femme par exemple, la différence est la loi qui objective et tranche. Or, là cela semble inimaginable et même la loi contre les discriminations, on ne voit pas trop comment elle peut facilement être appliquée sur un terrain si mouvant.

L. B. : Malheureusement la réalité d'une société éminemment inégalitaire et discriminante est bien celle dans laquelle nous vivons. Je voudrais revenir d'abord sur la question de la République. Je ne suis pas dupe, je connais la réalité des fractures multiples qui travaillent la société, je connais les chiffres du taux de chômage dans les quartiers d'habitat social, etc. Je ne crois pas une seconde que notre république soit idéale. Elle est bancal malheureusement, et c'est bien pour cela que je ne vais pas me cacher derrière l'idée abstraite et généreuse que je suis simplement une élue de la République et puis c'est tout. Je dis plutôt que je suis

une élue d'une république bancal, celle-là même qui a fabriqué et qui fait perdurer la violence de l'exclusion, de la marginalité et de la discrimination en France. Bien sûr, on pourra me dire que c'est choquant de tenir ce discours, la République, c'est aussi des valeurs. Bien sûr que ces valeurs d'égalité, de liberté, de fraternité, d'humanité et de solidarité me passionnent. J'y adhère et je les décline tous les jours, mais le réel s'impose de lui-même. Oui, je suis bien une élue de la République mais je sais que cette république est aussi celle qui a du mal à faire rentrer dans le monde politique ceux qui ne sont pas issus du sérail et plus encore ceux issus de l'immigration. La composition de notre assemblée parlementaire traduit à elle seule cet état de fait. Heureusement, on en parle plus facilement aujourd'hui qu'hier, ce n'est plus un tabou et on voit bien qu'il y a une évolution dans certains partis politiques même s'ils la traitent souvent très mal. Elle reste une énigme parce que c'est une qualification à part, une désignation fragile : c'est quand même extraordinaire de qualifier l'autre comme « élu de la diversité » ! Elus de la République pour certains et élus de la Diversité pour d'autres ! Je refuse cette tension et cette

catégorisation. Quant au côté symbolique, j'ai une référence à laquelle je tiens et qui s'appelle la démocratie participative parce qu'elle intègre la notion de citoyenneté que j'interroge constamment. Qu'est-ce qu'un citoyen aujourd'hui ? Je projette d'organiser une série de conférences sur le plan régional sur cette question. C'est cela qui m'anime, c'est ma manière de contribuer au débat public, au débat citoyen sur des grands enjeux sociétaux. Je ne me sens pas prisonnière de ma délégation. Et effectivement, si j'avais en charge d'autres domaines dans lesquels je n'ai aucune compétence comme le climat ou l'environnement, j'aurais été beaucoup moins à l'aise. Vous parlez d'intelligence politique, j'ai aimé l'intelligence du mouvement auquel j'ai adhéré et qui a fait le choix d'ouvrir 50 % de ses listes à des personnes issues de la société civile. C'est cela qui m'a fait franchir le pas : la conviction que l'engagement politique n'est pas l'affaire de ceux et celles issus du sérail qui reproduisent notamment des générations de cumulards empêchant ainsi le renouvellement des forces citoyennes. Ce pari d'ouvrir, et non pas sur des strapontins, des listes à des militants associatifs,

des citoyens engagés en leur proposant d'apporter leur expertise dans la construction d'un projet politique m'a plu. Je me raccroche à une conviction de l'éthique politique, à une espèce de droiture qui donne sens à mes actes politiques et justifie les luttes que je mène. Je ne suis pas là pour faire une carrière et cumuler des mandats. Je suis là pour continuer d'une autre manière mon engagement pour la citoyenneté et renforcer la place du citoyen dans l'espace public et politique. Ce qui m'intéresse ce sont essentiellement les projets collectifs fondés sur le vivre-ensemble et qui font avancer la place du citoyen et leurs accès aux droits. Le secteur associatif est innovant dans son approche de la démocratie participative, parce qu'il est en prise avec son propre vouloir d'agir. Il développe aujourd'hui de nouvelles formes d'engagement et de mobilisation collective. Cela m'intéresse au plus haut point. J'ai une petite anecdote à vous raconter. Nous avons voté en octobre dernier le soutien financier à un projet de restauration de la Basilique Saint Augustin à Annaba en Algérie. Le même Saint Augustin que François Mauriac appelait le « bougnoule ». Ce projet porté par la Culture (la

ligne Patrimoine) a divisé tous les partis politiques. Personnellement j'ai voté pour (même si le projet présente encore quelques interrogations) parce qu'il portait un geste symbolique et politique fort, tout en comprenant le vote contre ou l'abstention de certains élus, y compris de mon propre groupe. Je sais que ce projet peut permettre de nous engager vers un travail de mémoire entre les deux rives de la Méditerranée. Certains élus ont sans doute interprété mon vote comme un vote « ethnique », affectif parce que d'origine algérienne. Mais, je sais que mon vote a une tout autre portée : celle d'un nécessaire travail de mémoire pour concilier le présent des hommes.

E. I. : Dernièrement ce type de débat a eu lieu en Hollande mais d'une manière très dichotomique, sous la forme d'une suspicion d'une double allégeance des élus issus de l'immigration. Il y a peut-être aussi un écart entre la réalité des vécus concrets issus de l'histoire et les représentations et le fonctionnement politique de la citoyenneté aujourd'hui.

L. B. : Même si ces questions sont posées maladroitement, ce qui est intéressant c'est qu'elles se posent. C'est comme ça que

l'on avance. On pose les choses qui font débat, on les analyse sereinement pour identifier les leviers à activer pour lever les tensions, et construire une cohérence, une nouvelle rationalité de l'action politique. Et non se confiner à quelques petites actions symboliques par ci par là. Dans le fond, et sur cette question de l'« élu issu de la diversité », il y a plusieurs manières de concevoir les choses, on pourrait dire qu'il y a une diversité dans la diversité ! il y aurait toute une typologie des représentations à travailler à ce niveau et des objectifs différents avoués ou non par les partis : il y a ceux par exemple qui sont convaincus qu'on ne peut plus faire autrement (même le FN par exemple tient à colorer ses listes même si ils sont là pour signifier paradoxalement que la population que ces élus sont censés représenter est inassimilable !). Il y a ceux qui s'inscrivent d'abord dans un calcul politique, une instrumentalisation électoraliste pour gagner des voix, etc. C'est épuisant dans tous les cas, c'est un jeu épuisant sur une scène difficile, car la question est rarement abordée hors toute stratégie instrumentale. Pour ma part, je pense qu'il faut d'abord et avant tout nous questionner sur notre capacité

à repenser le renouvellement des forces politiques et citoyennes en France, de promouvoir d'autres façons de faire de la politique, et de donner les conditions de l'engagement citoyen jusque dans les quartiers et les milieux populaires avant même de vouloir fabriquer des figures d'élus. Il faut aussi s'attacher à restaurer la fonction politique et combler le fossé entre le citoyen et l'élus. Il ne suffit pas d'attendre le premier ou second tours des élections pour se rendre compte que nous traversons une crise politique et démocratique sévère en France. Preuve qu'il existe bien une crise du modèle politique de nos sociétés démocratiques. En fin de compte, je pense que cette question de la diversité a le mérite de perturber la tradition d'un monde politique qui est souvent dans la stricte reproduction de lui-même et freine de ce fait le renouvellement des forces citoyennes. Cette reproduction est néfaste pour notre démocratie. Peut-être finalement que sans cette question de la diversité, on ne s'en rendrait même pas compte. C'est cela qui me semble essentiel de souligner : « notre présence » qui n'est que le reflet de notre société cosmopolite peut contribuer à transformer en France

notre modèle démocratique et rapprocher le monde politique de la réalité sociale et citoyenne d'aujourd'hui. Voilà en tout cas le pari que j'essaie d'assumer pour ma part.

Propos recueillis par
Abdellatif Chaouite

